

L'ennemi intérieur

L'opportuniste est une graine de traître, qui trouve un sol favorable dans les périodes troublées d'avant-guerre et a fortiori en temps de guerre. Elle trouve un sol particulièrement favorable dans les partis, gouvernements et régimes démocratiques libéraux, qui, de par le caractère internationaliste et universaliste de leurs prémisses idéologiques, impliquent un personnel politique d'une loyauté sans faille à la haute finance apatride et, par conséquent, déterminé à trahir l'Etat. Pour empêcher cette graine de germer, il est bien connu que tout régime politique totalitaire, dès son établissement, veille à l'élimination des personnes gênantes, des opposants, notamment au sein du pouvoir en place et dans le parti politique dont ses dirigeants sont issus. A cet égard, l'histoire de l'URSS a été une longue succession de purges, dont la tradition a été inaugurée par Lénine lors du VIII^e congrès du Parti en mars 1919 et poursuivie par lui-même à la Direction centrale de la statistique en 1924 et dont le point culminant a été la Grande Terreur stalinienne dans la seconde moitié des années 1930. Au contraire, l'épuration pour des motifs politiques est inconnue des partis, gouvernements et régimes démocratiques libéraux, pour la simple et bonne raison que, de « gauche » ou de « droite », les fantoches qui y appartiennent n'ont aucun pouvoir politique, celui-ci étant entre les mains des hauts fonctionnaires, qui sont eux-mêmes soumis à des instances supranationales et qui, de septennat en quinquennat, font servilement ce que celles-ci leur dictent de faire.

Dans ce tableau, A. Hitler fait tache, avec sa Gleichschaltung, la restructuration de la société allemande et du gouvernement en hiérarchies de pouvoir centralisées, dans l'intention de prendre le contrôle total de la société et d'en coordonner tous les aspects.

Pour la mener à bien, il était nécessaire de changer les hommes. Or, ce n'est pas du tout ce qui arriva.

L'administration du Troisième Reich, des bureaucrates aux petits fonctionnaires, resta ce qu'elle avait été sous la république de Weimar (i). Tout juste les grandes banques furent expurgées de leurs cadres juifs par Schacht (ii). La police ne fit pas l'objet d'aucune purge (iii) : la grande majorité des officiers de la Gestapo était issue des forces de police de la République de Weimar. Aucune tentative ne fut faite pour détruire le cadre organisationnel de l'Eglise catholique ; aucun évêque catholique ne fut interné dans un camp de concentration (iv). Les principaux responsables syndicaux furent arrêtés, les syndicats fusionnés dans le Deutscher Arbeitsfront. Il n'y eut aucune purge dans l'armée ; tout juste von Blomberg et von Fritsch furent-ils contraints de démissionner en 1938, le premier en raison de son mariage avec une ancienne prostituée, le second, à cause d'une relation homosexuelle. La Wehrmacht resta telle quelle (v), c'est-à-dire un nid de conspirateurs, jusqu'à l'attentat du 20 juillet 1944 contre A. Hitler. Reste la Nuit des longs couteaux, qui fit des milliers de victimes dans l'imagination des historiens de cour et, selon Ian Kershaw, 81, dont 50 membres de la SA.

Loin de se féliciter de ce statu quo, comme l'a récemment fait avec une rare inconséquence un membre de l'école de révisionnisme historique, un patriote ne peut que déplorer que les dirigeants nationaux-socialistes n'aient pas jugé bon de faire tout pour mettre à l'épreuve chacun des membres de l'organisation politique, militaire, judiciaire et administrative dont le Troisième Reich avait hérité, afin de s'assurer qu'il ne représenterait pas un danger potentiel pour la stabilité et l'existence même du régime national-socialisme et de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'empêcher de sévir, en cas de contrôle positif à la démocratie, car, de fait, ces « éléments, comme le fait observer Savitri Devi, s'avèrent beaucoup plus nombreux que l'on est généralement porté à le croire. La littérature politique d'après-guerre, en commençant par les divers « Mémoires » détaillés dans lesquels les « traîtres survivants » racontent leurs actions passées, tend à prouver que tout l'appareil d'Etat national-socialiste était tout simplement avec eux. Et les types étaient à l'œuvre avant la guerre ; en fait, ils l'étaient depuis le jour où Adolf Hitler avait pris le pouvoir. Et ils étaient secrètement en contact constant avec les ennemis les plus acharnés de l'Allemagne dans les milieux diplomatiques à l'étranger ».

Deux d'entre eux étaient les frères Strasser, de la sensibilité desquels Dugin se sent proche (vi).

A l'occasion du centenaire de sa naissance, il convient de noter que la cause d'Adolf Hitler est confrontée à l'hostilité non seulement de toutes les forces régulières de l'ordre ancien, mais aussi et non moins à son détriment par des forces auxiliaires qui, sous une forme ou sous une autre, constituent un ennemi intérieur. Celles-ci comprennent, d'une part, les Strasseriens : des hommes qui se prétendent nationalistes ou même nationaux-socialistes, tout en dénigrant Hitler à l'unisson des champions de l'ordre ancien et en défendant à sa place les Frères Strasser, Otto et Gregor et Ernst Röhm, qu'Hitler devait chasser de son parti en raison de leurs menées perfides.

Ensuite, il y a ceux qui, tout en ne se privant pas de se servir du nom d'Hitler, sont tout aussi nuisibles à sa cause, en raison de l'incompréhension dont ils font preuve à son égard, du mauvais usage qu'ils en font et du profit que l'ennemi extérieur tire de leur lien avec cette cause.

Dans cette catégorie, nous incluons les Nazis d'opérette : tous ceux pour qui le National-socialisme n'est rien de plus qu'un jeu politique dans ses attributs les plus superficiels et qui cherchent ainsi à compenser leurs carences, dues à leur retard de développement, en se déguisant, en se donnant des titres, en se livrant à des pitreries stériles et égocentriques.

Nous y incluons aussi tous ceux qui, dans leur ignorance quasi-totale de la vraie nature du National-socialisme, n'ont pas le moindre respect pour lui, sont dépourvus de la discipline, de l'ordre et de l'autorité qui en constituent le fondement et qui sont tout simplement heureux de s'associer avec lui à cause de l'image d'un régime profondément infâme que l'ennemi donne de lui et qui fournissent donc à l'ennemi la preuve vivante que cette image déformée est conforme à la réalité.

Ces derniers sont les sombres abrutis dont la cause réelle n'est rien d'autre qu'un vulgaire hooliganisme abondamment orné de croix gammées et de croix de fer et une fanfare de saluts hitlériens lors des matches de football (1).

A l'occasion de ce centenaire, il faut réaffirmer qu'il n'y a pas de place dans nos rangs pour ces déchets humains. De même, il faut déclarer que, dans le national-socialisme, si extraordinairement sensible à l'harmonie et à la beauté, à la santé et à la force, il n'y a absolument aucune place pour le « rock », ce tintamarre dégénéré de la jungle africaine auquel les hooligans susmentionnés et d'autres individus qui prétendent être nationaux-socialistes sont accros et que, nous aimerions qu'ils le savent, Hitler aurait très certainement interdit. C'est quelque chose que les skinheads, s'ils doivent sortir de cette catégorie, doivent s'enfoncer dans la tête.

Pour en revenir aux frères Strasser, ils s'avèrent davantage des Nationaux-communistes que de véritables Nationaux-socialistes, en attaquant la propriété privée (bien que ce point figure dans le manifeste du NSDAP) en faveur de la socialisation des entreprises privées – défendue par Otto Strasser dans *Aufbau des deutschen Sozialismus* (1931) – et en vantant la lutte des classes au nom du prolétariat. Dès 1925, Gregor Strasser, dans un discours au Reichstag, avait appelé à une « révolution économique impliquant la nationalisation de l'économie ». Le 21 mai 1930, Otto Strasser rencontra Hitler et lui demanda d'instaurer ce qu'il appelait le « vrai socialisme » et de ne pas attaquer la Russie soviétique. Hitler répondit : « Mais votre socialisme est du marxisme pur et simple ».

Le lendemain, les discussions ayant reprises, Otto Strasser exigea la nationalisation de l'industrie, ce à quoi Hitler répondit : « Vous faites là du marxisme, du bolchevisme pur et simple. Cette démocratie, qui politiquement nous a menés à la Russie, vous prétendez l'étendre à l'économie, et ruiner du même coup la nation entière (2). »

Si l'on avait laissé faire les Strasser, le national-socialisme ne serait jamais arrivé au pouvoir, car ils l'auraient rendu beaucoup moins attrayant et auraient effrayé les soutiens dont il avait absolument besoin. Aucune personne sensée ne peut vraiment croire que ces hommes avaient la capacité de

conquérir et de s'attacher le cœur d'une nation, comme Hitler l'avait fait. Les frères Strasser se préoccupaient uniquement de l'aspect économique, au mépris d'autres aspects tels que la race. Ce défaut, aggravé par le fait qu'ils déformaient la politique économique du Parti, faisait d'eux, pour ainsi dire, des coucous dans le nid.

Le national-socialisme, bien compris, ne fut jamais une simple combinaison de socialisme classique et de nationalisme et donc une énième doctrine matérialiste. De sa conception du Volk découlait certainement sa conviction que la parenté raciale justifie et impose la justice sociale et donc l'idée, renforcée par le Führerprinzip, lui-même dérivé de la doctrine raciale du national-socialisme, que la propriété privée et l'entreprise privée doivent être réglementées et surveillées par l'Etat afin de garantir que leur efficacité productive soit répartie équitablement et conformément aux exigences nationales ; mais il n'accepta jamais l'idée que la nationalisation de la propriété serait le seul et indispensable moyen d'établir une justice sociale adéquate, pas plus qu'il n'était disposé à tolérer l'inégalité anarchique du capitalisme libéral comme seule réponse et moyen nécessaire pour préserver la propriété privée et l'entreprise privée.

Il fut toujours synonyme de réconciliation et non de conflit entre les intérêts privés et ceux des entreprises. Cependant, le national-socialisme fut toujours beaucoup plus qu'une vision économique. Il fut d'abord et avant tout une vision raciale, dont découlait sa vision économique.

Otto Strasser quitta le NSDAP en 1930 et se présenta immédiatement comme un opposant à Hitler. En 1931, il fut à l'origine de la mutinerie des SA de Berlin – où de nombreux SA étaient d'anciens communistes – dirigée par le commandant des SA dans cette ville, le capitaine Walter Stennes, qu'il avait encouragé à la révolte. James et Suzanne Pool arrivent à la conclusion (3) que « tout indique que Stennes fut financé par plusieurs industriels importants qui avaient l'intention d'éliminer les Nazis ».

Otto Strasser reconnaît lui-même dans son livre *Flight from Terror* que le principal bailleur de fonds de Stennes était le juif multimillionnaire, industriel de l'acier et du charbon, Otto Wolff.

Les fonds furent aussi fournis par le grand industriel Hermann Bücher. Hitler, par son intervention personnelle sur place, parvint rapidement à détourner la grande majorité des hommes de la SA de Stennes et de Strasser.

A l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933, Otto Strasser partit en Autriche, puis en Tchécoslovaquie, pour poursuivre sa campagne contre lui. Le Juif Fritz Max Cahen, chef du Mouvement allemand de résistance à Hitler, décrit dans son livre *Men Against Hitler* (Jarrolds, Londres, pp 140-42), que, alors qu'il était à Prague en 1935, il s'entretint avec Otto Strasser et d'autres d'un projet de front uni d'opposition à Hitler et que, par la suite, il rencontra Strasser au moins une fois par semaine.

La revue *World Jewry* (28 août 1936) publia le compte-rendu suivant de son correspondant à Prague: « Le rival bien connu d'Herr Hitler, Otto Strasser... a appelé les émigrants juifs allemands à adhérer à la toute nouvelle organisation des Juifs allemands dirigée par M. Rossheim... A son avis, la solution du problème des Juifs en Allemagne réside dans l'assimilation... »

En 1938, Otto Strasser s'installa en Suisse, puis en France. L'ambassadeur britannique à Berlin, dans une lettre au ministre des Affaires étrangères britannique du 18 juillet 1939, déclara : « De nombreuses personnes, telles qu'Otto Strasser et d'autres en ce monde, s'acharnent à nous entraîner dans une guerre avec l'Allemagne. »

Selon W.J. West dans *The Truth Betrayed* (Duckworth, Londres, 1987), au moment de l'attentat à la bombe manqué contre Hitler à Bürgerbräukeller en novembre 1939, attentat dont les autorités allemandes pensaient qu'il avait été orchestré par les Services secrets britanniques en collaboration avec Otto Strasser, Strasser et les autorités britanniques étaient en contact permanent par l'intermédiaire de Sir Robert Vansittart (Secrétaire permanent du Foreign Office et plus tard premier conseiller diplomatique du gouvernement) qui, en octobre 1939, avait recommandé au ministre des Affaires étrangères Otto Strasser et Hermann Rauschning (un autre transfuge et auteur de *Hitler Speaks*, dont l'historien suisse Wolfgang Haenel a démontré qu'il s'agit d'un tissu de mensonges). Suite à l'échec de l'attentat à la bombe, il est significatif que Vansittart se soit retourné contre Strasser, laissant clairement entendre que sa réputation avait été éclaboussée. (W.J. West, p. 155).

L'ami et le défenseur d'Otto Strasser, l'auteur Douglas Reed, décrit dans *The Prisoner of Ottawa*, (Jonathan Cape, Londres, 1953, p. 172-75) comment Strasser, alors qu'il séjournait en France au cours de la première partie de la guerre, complota contre l'Allemagne avec le Juif Georges Mandel, alors ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Reynaud. La France ayant été défaite, le traître errant s'installa au Portugal, d'où, en 1940, les Britanniques l'aidèrent à gagner le Canada et à y poursuivre son sale boulot.

Les papiers d’Otto Strasser servirent à composer *Der Fuhrer*, qui fut attribué à Konrad Heiden et qui, avec le tissu de mensonges de Rauschning, fut utilisé pour formuler l’acte d’accusation du Tribunal militaire international de Nuremberg, qui valut aux accusés, une fois reconnus coupables, d’être pendus par strangulation lente, une méthode d’exécution particulièrement barbare.

Les papiers de Strasser furent également très utiles au Dr William C. Langer, comme il l’a reconnu dans son livre *The Mind of Adolf Hitler* (Seeker & Warburg, Londres, 1972), un ouvrage de propagande de guerre que le département états-unien des coups fourrés connu sous le nom de l’OSS l’avait chargé de concocter.

L’aide que le petit fumier de Strasser avait fournie à Langer n’est rien comparé au ramassis d’ordures que le même Strasser publia sous le titre de *The Gangsters Around Hitler* (W.H. Allen, Londres, non daté – mais il était disponible chez les bouquinistes britanniques dès le milieu de la guerre). Une des histoires les plus ignobles qu’il ait inventées est celle du tournage d’un film sur l’exécution pour espionnage de deux employées d’origine noble du ministère de la Guerre : « ... quand il ne trouve pas le sommeil, Hitler, assis seul dans le sous-sol qui abrite son cinéma privé, exige qu’on lui passe ce film plusieurs fois de suite » (p. 43). Otto Strasser est mort dans l’oubli à Munich en 1974.

Son frère Gregor resta membre du NSDAP jusqu’en 1932, point culminant de ses intrigues déstabilisatrices. James et Suzanne Pool (p. 382), révèlent que, à l’automne de cette année, le Juif Paul Silverberg, un industriel très riche, finança secrètement Gregor Strasser qui, comme son frère, n’hésitait donc pas à se faire rétribuer par les grandes entreprises, tout en s’en présentant comme le farouche adversaire.

L’industriel juif Otto Wolff, dont nous avons vu qu’il avait financé le complot d’Otto Strasser et de Walter Stennes en 1931, bailla également des fonds à Gregor l’année suivante. « Comme Silverberg, Wolff avait donné beaucoup d’argent à Strasser... » (p. 454). Quand, en décembre 1932, le général Kurt von Schleicher devint Chancelier, il offrit immédiatement le poste de vice-chancelier à Gregor Strasser, avec qui il conspirait pour déstabiliser le parti d’Hitler. Sur ce, Hitler le dénonça comme un traître et il dut démissionner du Parti. Il ne mit cependant pas un terme à ses activités subversives. Il prit part au complot de Röhm deux ans plus tard et fut exécuté pour cela.

Ernst Röhm, chef de la SA en 1934, avait des conceptions politiques similaires à celles de Strasser ; il se montrait désireux de pousser plus loin la révolution dans le domaine militaire en substituant la SA à

l'armée, de la même façon que les Strasser voulaient faire passer l'industrie du côté de l'Etat pour en faire une propriété publique.

Si le complot de Röhm avait réussi, les bouleversements que cela aurait provoqué dans le pays, où Hitler venait seulement de prendre le pouvoir, auraient très probablement signifié la chute du national-socialisme.

A cette époque, la SA, forte de deux millions de membres, menaçait – en raison du faste de plus en plus grand avec lequel Röhm agissait – d'échapper au contrôle d'Hitler. Un commandant SA fidèle, Victor Lutze, apporta à Rudolf Hess la preuve formelle du projet de Röhm de renverser Hitler et de mener une deuxième révolution (Hess: *The Missing Years*, David Irving, Macmillan, Londres, 1987, p. 22).

En outre, le pilote personnel d'Hitler, Hans Baur, dans son livre *Hitler at my Side* (Eichler Publishing Corp, USA, 1986, p. 79), rapporte qu'Hitler lui avait dit que l'ambassadeur d'Italie à Paris avait appris que Röhm envisageait un soulèvement et avait entamé des négociations avec les Français – qui lui avaient assuré qu'ils n'entraveraient pas son projet – et que Röhm avait déjà dressé des listes de noms de personnalités susceptibles d'entrer dans le gouvernement qu'il prévoyait de former.

L'ambassadeur italien en avait notifié l'ambassadeur d'Allemagne en France, qui en avait informé Hitler, lequel, la mort dans l'âme, avait dû se résoudre à ordonner l'arrestation et l'exécution de Röhm et des principaux conspirateurs, empêchant à juste titre, par son action rapide et nécessairement radicale, l'effusion de sang bien plus grande qu'aurait provoquée les troubles d'une guerre civile.

Les Strassériens d'aujourd'hui, partisans des perfides Gregor et Otto et de leur compagnon de route Ernst Röhm, accusent Hitler d'être devenu un instrument de la grande entreprise et d'avoir ainsi trahi sa cause et celle de ses disciples. Le point crucial à cet égard n'est pas de savoir si Hitler accepta des sommes d'argent vitales des grandes entreprises ou de toute autre source, mais si, ce faisant, il laissa l'argent, d'où qu'il provînt, pervertir la cause qu'il défendait et représentait ; et toutes les enquêtes qui ont été faites avec sérieux sur cette question nous permettent de répondre par un catégorique « non ! » Hitler, quelles que fussent les espoirs de ses donateurs, ne fut jamais à vendre et resta toujours le maître, quel qu'en fût le prix.

Un des ouvrages qui fait autorité sur la question de la provenance des fonds du NSDAP est celui de James et Suzanne Pool, *Who Financed Hitler ?*, qui a déjà été cité à plusieurs reprises ici. En 1923,

l'industriel Fritz Thyssen donna apparemment 100 000 marks-or au général Ludendorff qui était le représentant de diverses organisations et une partie de cet argent peut avoir été remis au NSDAP.

L'industriel Ernst von Borsig donna apparemment de l'argent au NSDAP dans ses premières années, mais pas beaucoup plus qu'aux partis conservateurs. Ce n'est qu'en 1927 qu'Hitler trouva un autre bienfaiteur parmi les industriels, Emil Kirdorf qui transmit par la suite au NSDAP des aides financières d'autres industriels.

Pendant toute la période de prospérité du NSDAP, Hitler reçut relativement peu de dons d'hommes d'affaires importants (p. 155). En 1928, Hess obtint un prêt de Thyssen. À l'été 1931, le Ruhrlade (un groupe d'industriels), sur recommandation de Thyssen, donna un peu d'argent au NSDAP (p. 278). En 1931, il fut rapporté que Deterding de la Royal Dutch-Shell avait donné de grosses sommes à Hitler et lui en avait prêté d'autres.

La même année, Hitler intervint au Club des industriels de Düsseldorf et Thyssen aurait écrit plus tard que cette intervention aurait permis au NSDAP d'obtenir un certain nombre de contributions plus importantes ; « aurait », avons-nous dit, parce que, comme on le verra plus bas, les écrits de Thyssen ne méritent qu'une confiance très limitée.

Les Pool indiquent que cette arrivée d'argent peut avoir été suffisante pour financer la campagne électorale en cours, mais qu'elle ne fut pas importante (p. 355). Ils estiment les contributions de l'industrie au NSDAP entre 1930 et 1932 à un total n'excédant pas 600 000 marks. Ils mentionnent l'aide du banquier de Cologne, le baron Kurt von Schröder, mais seulement sous la forme de garanties et non de paiements de factures émises au nom du NSDAP ; et leur conclusion générale est que « la principale source de revenus du Parti n'était pas la grande entreprise » (p. 385).

Otto Dietrich, chef du service de presse du NSDAP, dans *The Hitler I Knew. Memoirs of the Third Reich's Press Chief* (1955), indique que des sommes insignifiantes furent collectées à la sortie de la réunion qui avait eu lieu en 1931 au Club des industriels de Düsseldorf et que les dons des membres de cette association ne furent pas plus importants par la suite.

Henry Ashby Turner, dans *German Big Business and the Rise of Hitler* (Oxford University Press, New York, 1985), une autre autorité en la matière, démystifie l'idée soutenue dans les écrits attribués à Thyssen qu'Hitler dépendait des grandes entreprises, en montrant que les grandes entreprises ne furent

en fait pas pour grand-chose dans le succès d'Hitler, leurs contributions n'ayant jamais été substantielles, l'argent du NSDAP venant surtout des cotisations des membres, des prêts sans intérêt et des droits d'entrée dans les réunions.

L'économiste Peter Drucker, dans *The End of Economic Man* (Londres, 1939), souscrit à cette conclusion à la page 105 : « En ce qui concerne le parti nazi, il y a de bonnes raisons de croire qu'au moins les trois quarts de ses fonds, même après 1930, provenaient des cotisations hebdomadaires... et des droits d'entrée dans les rassemblements de masse. »

Une source nettement inférieure, bien qu'elle soit très prisée des actuels strasseriens et qu'ils fassent beaucoup de publicité pour elle, est *Wall Street et l'ascension de Hitler* par Antony C. Sutton (5).

Au-delà de l'enthousiasme qui porte sa partialité flagrante, l'ouvrage, outre qu'il est fort mince, même pour une simple enquête sur les contributions des grandes entreprises à l'accession d'Hitler au pouvoir, n'apporte pas la moindre preuve à l'appui de la thèse selon laquelle Hitler serait devenu corrompu et aurait changé de direction en acceptant ces contributions, preuves sans lesquelles il ne peut pas y avoir de culpabilité de sa part et il est impossible d'établir que ce n'est pas le bon sens qui l'amena à chercher à obtenir un financement sans faire de compromis.

Le front antihitlérien a fait beaucoup de tapage autour du livre *I Paid Hitler*, attribué à Fritz Thyssen, mais, en 1948, Thyssen nia en être l'auteur et affirma qu'il avait été écrit par Emery Reves d'après les sténographies des entretiens qu'ils avaient eus et qu'il l'avait publié sans lui en avoir demandé l'autorisation et sans l'avoir rétribué. Reves – un Juif né Rabbitz – était un éditeur de New York qui avait mis en place une machine de propagande antihitlérienne, était l'agent littéraire de Winston Churchill et était à l'origine du livre mensonger d'Hermann Rauschning, *Hitler Speaks*, dans lequel Rauschning prétend avoir eu plus d'une centaine d'entretiens privés avec Hitler, au cours desquels celui-ci lui aurait révélé toutes ses conceptions et tous ses plans, y compris celui d'un empire mondial, alors que ce menteur ne rencontra Hitler que quatre ou cinq fois, toujours accompagné et toujours brièvement.

Les strasseriens, outre qu'ils dépeignent sottement Hitler comme un laquais stipendié des grandes firmes, essaient de le calomnier encore davantage avec la fable tout aussi idiote de son ascendance juive.

Douglas Reed, le défenseur stupide du sordide Otto Strasser, pousse l'absurdité jusqu'à suggérer qu'Hitler était un agent satanique dont le rôle, dès le début, fut d'induire en erreur et de détruire les forces patriotiques.

« Hitler était juif » : il existe deux grandes variantes de ce bobard, alors faites votre choix ! Selon l'une d'entre elles, la grand-mère paternelle d'A. Hitler aurait servi comme domestique chez le baron de Rothschild à Vienne et il l'aurait séduite. Sa principale source n'est autre que le livre *I Paid Hitler*, qui, comme nous venons de le voir, a été écrit par le Juif Reves et que celui-ci a attribué à Fritz Thyssen.

L'autre version est que le séducteur de la grand-mère paternelle d'A. Hitler aurait été un Juif du nom de Frankenberger, chez qui elle servait comme domestique à Graz. Cette histoire aurait été inventée par le haut fonctionnaire national-socialiste Hans Frank qui aurait écrit ses mémoires sous la garde des Alliés, peu de temps avant qu'ils ne le pendent à Nuremberg à la fin de la guerre. Il n'aurait pas été le premier à qui l'on aurait guidé la main avant de lui mettre la corde au cou.

Colin Cross, dans *Adolf Hitler* (Hodder & Stoughton, Londres, 1973) indique qu'il n'y avait aucun Frankenberger dans la communauté juive de Graz à l'époque des faits (p. 18) ; et Joachim C. Fest, dans *Hitler* (Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1974), dit que « les recherches récentes n'ont fait qu'ébranler encore davantage la crédibilité de sa déclaration [sur l'origine juive d'Hitler], de sorte que cette idée ne peut guère résister à un examen sérieux » (p. 15).

Pourtant, les soi-disant « soldats politiques » de cette farce que le National Front est devenu, qui n'ont jamais été confrontés et ne seront probablement jamais confrontés à ce que des millions d'hommes et de femmes ont dû subir en Allemagne dans la paix et dans la guerre pour avoir soutenu Adolf Hitler, la quintessence de leurs idéaux, continuent à le calomnier avec une telle ignominie qu'elle laisse croire qu'ils le considèrent comme un sous-fifre d'eux-mêmes, en quoi ces avortons ne font que révéler leur puéril et odieux charlatanisme (6).

National Socialism Vanguard Of The Future (Selected Writings Of Colin Jordan), Nordland Forlag; 1re éd., 1993, traduit de l'anglais par B.K.

(i) H.L. Wilensky, *Rich Democracies*, p. 233.

(ii) F. Clavert, Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950), p. 241.

(iii) R. Gellately, *The Gestapo and German Society*, Clarendon Press, Oxford, 1990, p 50.

(iv) I. Kershaw, *Hitler*, p. 71.

(v) Ibidem.

(vi) Voir <https://nazbol-france.blogspot.com/2011/01/conference-de-douguine-au-local-vue-par.html>

(1) La référence est évidemment aux « néo-Nazis ».

(2) L'entretien se trouve dans son entier à http://www.voxnr.com/cc/d_allemande/EpkVpAFEZVLmUyeQgi.shtml. Il est accablant pour Strasser d'un point de vue patriote blanc.

(3) J., S. Pool, *Who Financed Hitler ?*, Northern Voice, P.O. Box 281, Wildwood, PA 1509, p. 378.

(4) Douglas Reed (1895 – 1976) est un journaliste et essayiste britannique, auteur de « La controverse de Sion ».

(5) *Wall Street and the Rise of Hitler* a en effet été publié récemment en français par une officine d'extrême-gauche hexagonale.

(6) Pour être tout à fait objectif, cependant, il n'est assurément pas impossible, a priori, qu'un homme soit à la fois un suppôt de Satan, un extra-terrestre, d'ascendance juive, homosexuel, privé de l'usage normal d'un testicule, médium, un ancêtre d'Obama, franc-maçon, le fils de Jos Rizal, etc. Nous y reviendrons.

À propos des divers mythes courant sur le national-socialisme et Hitler, voir <https://www.stormfront.org/forum/t833152/>.